







PROGRAMMES DE FINANCEMENT DE LA GESTION DES ORDURES MÉNAGÈRES

Le gouvernement de l'Ontario entend être en mesure de réacheminer au moins 25% des déchets destinés à l'enfouissement, d'ici 1992, et au moins 50%, d'Ici l'an 2000.

Le ministère de l'Environnement accorde une aide technique et financière aux collectivités ontariennes qui mettent sur pied des projets pouvant aider la province à atteindre ses objectits en matière de réacheminement des déchets. Les programmes offerts encouragent les municipalités à améliorer la gestion de leurs déchets en mettant en place des procédés autofinancés fondés sur les principes des 3 « R ».

Programme d'alde au recyclage des ordures ménagères

Le programme aide les municipalités à planifier, mettre en oeuvre et exploiter des projets de recyclage, ainsi qu'à en étendre la portée. De tels projets sont salutaires pour l'environnement en Ontario, entre autres parce qu'ils contribuent à réduire les besoins en matière d'élimination des déchets. Le financement est accordé pour les aspects suivants de ces projets :

- Coût des Immobilisations: subvention pour le coût des installations et des équipements nécessaires au projet.
- Dépenses d'exploitation: subvention pour les dépenses d'exploitation des programmes de recyclage des ordures ménagères. Le montant de la subvention correspond à un pourcentage du moindre des deux montants suivants: les dépenses totales ou le coût d'exploitation net (dépenses moins revenus). Les municipalités qui n'ont jamais profité du programme peuvent recevoir une subvention pendant un maximum de cinq ans. Le financement est de l'ordre de 50% la première année, de 40% la seconde et de 33% les troisième, quatrième et cinquième années. Le taux de financement peut être légèrement plus élevé pour les municipalités du nord de la province ou des régions éloignées. Les municipalités profitant déjà du programme et celles qui en ont profité par le passé peuvent recevoir le financement pendant trois années additionnelles.

Importance du financement

| Années · |] 10 . | . 2 ° | 3° | 40 | 5° | Participation terminée (financement additionnel) |
|---------------------------|---------------|--------------|------|------|------|---|
| Nouveaux participants* | 50 % | 40 % | 33 % | 33 % | 33 % | *** |
| Participants actuels** | | 40 % | 33 % | 33 % | 33 % | |
| • | | | 33 % | 33 % | 33 % | |
| | | | | 33 % | 33 % | (33 %) |
| | | | | | 33 % | (33 %) (33 %) |
| | | | | | | (33%) (33%) (33%) |

^{*} Municipalités n'ayant jamais participé au programme

-cilily

^{**}Municipalités participant déjà au programme

- Études de falsabilité: les municipalités peuvent recevoir une subvention couvrant jusqu'à 50% du coût des études sur la faisabilité des programmes de recyclage.
 Le Ministère assume une partie des coûts engagés quand les services d'experts-conseils doivent être retenus.
- Promotion et publicité: les subventions couvrent jusqu'à 50% des coûts de promotion et de publicité sur cinq ans.
- Projets de démonstration: les subventions couvrent jusqu'à 100% des coûts de projets de démonstration portant sur l'élaboration de méthodes ou de techniques de recyclage novatrices.
- Projets éducatifs: jusqu'à 15 000 \$ sont accordés aux projets originaux de sensibilisation et d'éducation portant sur les 3 « R » : réduire, réutiliser, recycler.

Programme de réduction et de réutilisation des ordures ménagères

Toutes les municipalités peuvent recevoir une aide financière pour des projets visant la réduction du flux des ordures ménagères. Il s'agit entre autres de projets décourageant le suremballage, de programmes de compostage domestique et de projets encourageant l'adoption de nouvelles attitudes à l'égard des produits. Le financement est accordé pour les aspects suivants de ces projets:

- Coût des Immobilisations: les subventions couvrent jusqu'à 66% du coût de l'achat de boîtes à compostage domestique. D'autres types de projets de réduction pourront être financés sur la base de leur mérite.
- Frais de conception: la mise au point de matériel original et de méthodes ingénieuses (par exemple, dépliants éducatifs et programmes de promotion) peut être financée à 100%, jusqu'à concurrence de 25 000 \$ par projet.
- Dépenses de promotion: des subventions pouvant s'élever jusqu'à 50% sont accordées aux municipalités pour la comptabilité des déchets solides et la sensibilisation du public.

Programme de récupération des ordures ménagères

Ce programme intéresse les projets de récupération de matériaux divers. Les municipalités ontariennes peuvent, indépendamment ou en groupe, recevoir une aide financière pour la mise en place d'installations destinées à la récupération ou au traitement du papier, du compost, de l'aluminium, de l'acier, du verre, du plastique ou d'autres matériaux. Le financement est accordé pour les aspects suivants de ces projets :

- Coût des immobilisations: subventions couvrant jusqu'à un tiers du coût des installations.
- Coût de la recherche et du développement: subventions couvrant jusqu'à 100% du coût projeté de l'évaluation du projet mis de l'avant ou de la démonstration de sa faisabilité.

Pour le Programme de réduction et de réutilisation des ordures ménagères et le Programme de récupération des ordures ménagères, les demandeurs doivent faire parvenir une description du projet à la Direction de la gestion des déchets du Ministère. Ils doivent préciser le type de projet dont il s'agit (compostage domestique, etc.), le coût estimatif de ses divers aspects, une description des dispositions prises quant au partage des coûts, un calendrier d'exécution et une preuve de l'engagement de la municipalité à l'égard du projet.

Programme de collecte des déchets domestiques dangereux

Ce programme permet de prévenir la mise en décharge de déchets dangereux ou leur rejet dans les égouts. Il offre aux municipalités et aux groupes communautaires une aide financière pour la mise en place de projets de collecte de nombreux types de déchets domestiques dangereux. Deux genres de projets sont admissibles : la tenue de journées ou de week-ends de collecte et l'installation de centres de collecte permanents.

Pour une année donnée, le financement de journées ou de week-ends de collecte est limité à 50% des dépenses engagées, jusqu'à concurrence de 5 000 \$.

Le financement peut être augmenté de 10 000 \$ (pour un total de 15 000 \$) ou de la fraction de 10 000 \$ correspondant au pourcentage du volume de peinture au latex, de peinture à l'huile et d'huile moteur qui sera réutilisé ou raffiné plutôt qu'éliminé.

On doit soumettre des documents à l'appui des activités de recyclage ci-dessus, sans quoi la subvention ne dépassera pas 5 000 \$. Le financement ne porte que sur les coûts directs du projet : les études de faisabilité et les honoraires d'experts-conseils ne sont pas admissibles.

Les dépenses nettes admissibles (après déduction d'autres subventions, des redevances perçues et du montant des ventes à des entreprises de recyclage) comprennent notamment les sommes versées à une entreprise de gestion des déchets (pour le tri, le transport et l'élimination des déchets), le coût de l'achat ou de la location d'équipement, de la location du lieu de collecte, des assurances, de la promotion et des services publics (électricité, eau, etc.), ainsi que les salaires et avantages soclaux (si des employés municipaux sont en cause).

Les bénéficiaires d'une subvention peuvent aussi recevoir sur demande du matériel de promotion gratuit.

Dans le cas des grandes municipalités où la densité de la population rend nécessaire la tenue de plusieurs journées ou week-ends de collecte, une subventlon pourra être obtenue pour chaque lieu de collecte desservant une aire géographique distincte, mais seulement une fois par année.

Les petites municipalités ou les agglomérations non constituées en municipalité (comme on en retrouve beaucoup dans le nord de l'Ontario) voisines pourront unir leurs efforts et partager le coût d'une journée ou d'un week-end de collecte.

Les municipalités qui optent pour un centre permanent de collecte des déchets domestiques dangereux peuvent aussi recevoir une subvention pour le coût des immobilisations par l'entremise du Programme d'aide financière du Ministère.

Pour explaiter un centre de collecte ou une station de transit des déchets dangereux, il faut obtenir un certificat d'autorisation. Les formulaires de demande sont disponibles dans les bureaux régionaux du ministère de l'Environnement. Le traitement des demandes prendiusau'à deux mois.

Aux termes du règlement 309 de l'Ontario, le demandeur doit en outre s'inscrire en tant que producteur de déchets. On considère en effet que l'exploitant d'une station de transit est un producteur de déchets lorsque le traitement final ou l'élimination des déchets dangereux en

requiert l'expédition. Une marche à suivre particulière a été mise en place aux fins du programme. Les demandeurs doivent s'adresser au bureau régional du Ministère pour obtenir l'aide nécessaire. La demande d'inscription peut être faite en même temps que celle du certificat d'autorisation; son traitement prend environ deux mois.

Le Ministère offre aussi des programmes de soutien financier et technique axés sur la mise en place, l'entretien adéquat et la fermeture d'instailations d'élimination des déchets, ainsi que sur l'élaboration de plans directeurs de la gestion des déchets.

Programme d'alde financière

Le Programme d'aide financière permet aux municipalités ontariennes de mettre en place ou d'agrandir des installations de gestion des déchets comme les lieux d'enfouissement, les stations de transit et les centres de traitement. Sont notamment admissibles au financement le coût des immobilisations associées à la conception et à la construction des installations, à l'achat d'équipement et du terrain ainsi que les dépenses engagées dans le cadre d'audiences tenues aux termes de la Loi sur les évaluations environnementales, si elles sont liées à un plan directeur.

Le financement des installations d'élimination des déchets est accordé en fonction de la planification et de facteurs sanItaires et environnementaux.

Les projets privés de gestion des déchets ne sont admissibles au financement que si une municipalité peut démontrer qu'elle ne dispose pas des ressources (techniques, financières ou autres) pour mettre en place et exploiter un centre de gestion des déchets et qu'elle a demandé à une entreprise privée d'agir en son nom.

Pour que les fonds soient distribués de façon équitable, les demandes de subvention sont partagées en quatre groupes selon le tableau ci-dessous.

| Groupe | Population | Financement total |
|--------|-----------------------------|-------------------|
| ľ | < 7 500 | 75 % |
| ii* | > 7 500 | ბ0 % |
| iii | groupes de comtés et | |
| | rnunicipalités régionales | 60 % |
| iv | municipalités individuelles | 50 % |

^{*} Territoires non constitués en municipalité pour lesqueis on peut démontrer qu'il est impossible, sur les plans économique et matériel, de procéder à la plonification, à la collecte, à la gestion, à la réulilisation ou au recyclage avec des agglomérations voisines, parce que celles ci sont trop éloignées.

Programme d'amélioration de la gestion des déchets

Dans le cadre du programme, les municipalités ontariennes peuvent recevoir une aide financière pour améliorer les lieux d'enfouissement en fonction des normes actuelles, condamner des lieux de façon adéquate et procéder aux études ou prenare les mesures correctrices qui s'imposent pour assurer la protection de l'environnement.

Le financement des projets est accordé en fonction de facteurs sanitaires et environnementaux.

Pour que les fonds soient distribués de façon équitable, les demandes de subvention sont initialement partagées en quatre groupes selon le tableau ci-dessous.

| Groupe | Population | Financement total |
|--------|----------------------|-------------------|
| i | < 1 500 | 75 % · |
| ii | > 1 500 mais < 7 500 | 60 % |
| iii 🚉 | > 7 500 | 50 % |
| iv . | > 25 000 | 50 % |
| | | |

Les demandes faites dans le cadre du Programme d'aide financière et du Programme d'amélioration de la gestion des déchets doivent parvenir aux bureaux régionaux du Ministère au plus tard le 1° novembre pour les travaux devant être effectués au cours de l'exercice financier suivant (entre le 1° avril et le 31 mars). Les demandes seront examinées par un comité de choix des emplacements dirigé par des membres du personnel de la Direction de la gestion des déchets et comptant des représentants des bureaux régionaux du Ministère et de la Direction de la planification fiscale et de l'analyse économique.

Programme des plans directeur de gestion des déchets

Le programme des plans directeurs de gestion des déchets a été mis sur pied pour venir en aide aux municipalités régionales, comtés et groupes de municipalités qui désirent élaborer une stratégie globale de gestion des déchets à long terme. L'élaboration d'un plan pour une région donnée comprend l'examen de toutes les options de gestion des déchets (les systèmes, les composantes et les lieux possibles). On examine les options en commençant par celles auxquelles on accorde la priorité, notamment les 3 « R », le traitement des déchets, et le transfert et l'élimination des déchets.

L'étude du plan directeur de gestion des déchets est habituellement coordonnée par un comité de direction constitué de représentants des municipalités de la région à l'étude, du ministère de l'Environnement (Direction de la gestion des déchets, bureau de district et conseiller de la Direction des évaluations environnementales) et du public, par l'entremise d'un comité de liaison.

Le Bureau de gestion de la réduction des déchets du Ministère renseigne les municipalités sur le financement et l'administration du programme, ainsi que sur le déroulement de l'étude, entre autres en ce qui a trait à la participation du public. Les modalités du plan directeur de gestion des déchets, qui sont pré-établies, sont modifiées par le comité de direction selon les besoins de la région à l'étude.

Le Ministère assume jusqu'à 50% du coût des services d'experts-conseils retenus pour l'élaboration du plan directeur et pour la mise en place d'un programme de participation du public.

Les municipalités désirant élaborer un plan directeur de la gestion des déchets doivent communiquer avec :

Plans directeurs Bureau de gestion de la réduction des déchets Ministère de l'Environnement de l'Ontario 101, rue Bloor ouest, bureau 201 Toronto (Ontario) M5S 1P7

(416) 325-4440 (région de Toronto)

Pour plus de renseignements sur les programmes de financement de la gestion des ordures ménagères ou pour recevoir les formulaires de demande, communiquer par écrit ou par téléphone avec:

Programmes d'aide à la gestion des ordures ménagères Direction de la gestion des déchets Ministère de l'Environnement de l'Ontario 2, avenue St. Clair ouest, 14° étage Toronto (Ontario) M4V 1L5

(416) 323-5200 (région de Toronto) 1-800-268-4483 (sans frais)

* Available in English



| ± | | |
|---|--|--|
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

